

Anti-inflation—Loi

servateur progressiste au chapitre des dépenses gouvernementales.

Bref, monsieur le président, nous voici de nouveau avec un projet de loi auquel le gouvernement a refusé d'apporter des modifications véritables. Le gouvernement nous jette comme un leurre ce débat de révision de la loi, après 18 mois. Mais révision de quoi, je vous le demande, révision de quoi, sinon d'une législation mal faite, d'une législation obscure, tracassière, autocratique, conçue à la taille même de ce gouvernement dont l'incompétence est devenue la fable et la désolation en même temps de notre pays?

Monsieur le président, je ne le souhaite pas parce que j'ai trop le souci du bien-être de mes concitoyens, mais il est facile de prédire que le programme ministériel sera un vaste et dramatique échec, parce que, en trop de milieux, les Canadiens ne l'acceptent pas encore et, parce que, pour des motifs électoraux, le gouvernement en a détruit d'avance la crédibilité. Il faut autre chose que de la simple propagande pour amener les gens à croire en quelque chose et en particulier à une politique de contrôle des prix et des revenus. Il faut autre chose que de la propagande. Il faut de la compétence, et le gouvernement n'a pas démontré qu'il en avait. Il faut un minimum d'autorité morale et le gouvernement en est totalement dépourvu.

N'eut été, le 14 octobre, la veulerie bien connue de la députation libérale, ce gouvernement aurait sauté sous le coup de l'indignation de tous ceux qu'il avait trompés. Monsieur le président, le premier ministre, pour se donner bonne conscience, parcourt maintenant le pays en affirmant qu'il est prêt à perdre le pouvoir aux prochaines élections, pour sauver le pays de l'inflation.

Quelle générosité de sa part! Quelle générosité trop tardive hélas de la part d'un homme qui a plongé le pays dans le chaos, qui ne s'en excuse même pas et qui, à l'avance, a discrédité les moyens mêmes par lesquels il tente aujourd'hui de nous faire croire qu'il sauvera l'économie canadienne. Monsieur le président, que le premier ministre ménage donc ses effets oratoires.

Sa défaite viendra beaucoup plus rapidement qu'il ne l'imagine. Un jour, même les libéraux, et j'en regarde plusieurs en face de moi, en auront assez de ce premier ministre-là. Et je vois les libéraux qui se retiennent difficilement d'applaudir à tout rompre, à cette pensée. Un jour, les libéraux en auront assez de ce premier ministre. Ce gouvernement n'est actuellement qu'un mort en sursis, et son discrédit est total. Seule la peur empêche le gouvernement de se présenter devant le peuple et de se soumettre à son jugement, une peur tellement viscérale qu'elle évoque chez les quelques députés libéraux présents à la Chambre un rictus extrêmement significatif.

[Traduction]

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire quelques mots au sujet du bill C-73. On en a discuté longuement. En l'examinant, nous voyons qu'il présente des lacunes très graves. Nous admettons tous qu'il faut juguler l'inflation, qu'elle nuit considérablement aux personnes à faible revenu, notamment aux retraités, qui en paient le prix.

[M. Wagner.]

Comme l'a dit le premier ministre (M. Trudeau), nous savons tous que l'inflation se terminera par une catastrophe si elle se poursuit au rythme actuel. Tous les députés savent aussi, j'en suis certain, qu'en 1974, le parti conservateur a présenté les fondements d'un bill qui tiendrait pleinement compte de tous les groupes constitutifs de la nation canadienne, y compris l'industrie, les ouvriers, les membres des professions libérales, les agriculteurs et autres. En conséquence, les représentants de ces groupes seraient parvenus à s'entendre pour résoudre le problème. A ce moment-là, le premier ministre a déclaré qu'un tel programme n'était pas nécessaire parce que nous contrôlions ou étions sur le point de contrôler l'inflation. Si je me souviens bien, il disait qu'il était «en train de la terrasser». Le chef du parti conservateur a parcouru le Canada et informé l'opinion des propositions de son parti pour juguler l'inflation. Je suis certain que ce programme aurait fait l'unanimité sans imposer pareille mesure aux Canadiens, qui tous auraient été d'accord pour l'appliquer. En effet, le plan des conservateurs était limité dans le temps.

Or, maintenant le premier ministre déclare que nous devons établir des mesures de contrôle. En septembre, il disait que c'était de l'aberration économique, mais en octobre il découvre tout à coup que ces mesures sont nécessaires. Le plus triste dans tout cela, c'est que la situation a tellement empiré entre temps que personne ne sait quoi faire. Les hommes d'affaires, pas plus que les exploitants agricoles, ne savent quoi envisager. Les commerçants sont pris à la gorge, parce qu'ils ignorent ce que seront les prix.

L'autre jour, alors que j'assistais à une réunion d'un comité qui étudiait le budget supplémentaire, j'ai été choqué de constater que les crédits ont dépassé le milliard de dollars, en quelques mois seulement, et que la hausse des coûts sera attribuée à l'inflation. En d'autres termes, les coûts prévus se sont terriblement accrus, d'environ 53 p. 100. Si cette hausse doit être attribuée à l'inflation, c'est alarmant. Comme le premier ministre l'a laissé entendre, nous sommes perdus si nous ne prenons pas garde. Combien de temps lui a-t-il fallu pour le comprendre?

Nous devons résoudre bien des problèmes. Quand allons-nous étudier sérieusement cette question? Quelle sorte d'économie voulons-nous? Quelle sorte de projet de loi devons-nous faire pour parer les dangers qui nous menacent? Quels effets le projet de loi aura-t-il au cours des 12 prochains mois?

Je pourrais appuyer une telle mesure, comme les députés de notre parti l'ont clairement laissé entendre si nous pouvions réexaminer le programme après quelques mois afin d'en évaluer les résultats, mais il n'est pas question pour moi d'appuyer un bill qui accorde des pouvoirs tels qu'ils permettraient l'instauration d'une dictature et la perte de certains droits. C'est ce qui pourrait arriver, et nous l'avons vu dans d'autres pays.

Je veux être très clair. Il n'est pas question pour moi d'appuyer une mesure qui pourrait mener à la dictature. Je n'appuierai pas le bill. Je ne prends pas cette attitude parce que je m'oppose à toute mesure de ce genre, mais parce qu'une telle mesure devrait prévoir un réexamen de l'application du bill après une certaine période, comme le préconise le parti conservateur et favoriser ainsi la liberté dans notre pays.